



| Les dynamiques du conflit qui a émergé dans le débat du Parlement européen ont dévoilé les obstacles politiques empêchant une mise en œuvre complète du socle européen des droits sociaux.

DE NOMBREUSES TENSIONS ENTRAVENT L'ACCORD SUR LE SOCLE SOCIAL EUROPÉEN

Par Francesco Corti et Patrik Vesán

Un examen du débat parlementaire sur le socle des droits sociaux révèle les obstacles à sa mise en œuvre et les dynamiques du conflit qui définissent la marge de manœuvre des décideurs politiques à énoncer des propositions de politique sociale. Observation du débat selon le modèle des quatre domaines de prise de décision au Parlement européen, établi par le politologue Maurizio Ferrera.

Il convient de noter en particulier la tension claire existante entre les groupes politiques européens sociaux et libéraux (Gauche contre Droite) qui ont émergé dans la grande coalition pro-européenne officielle qui a soutenu le socle européen des droits sociaux en opposition aux partis eurosceptiques d'extrême droite : les Conservateurs et Réformistes européens (CRE), le groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe (ELDD) et l'Europe des nations et des libertés. Cette tension se produit en raison d'un conflit entre les priorités politiques et la mission globale de l'Union économique et monétaire. D'un côté, l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ALDE) et le Parti populaire européen (PPE) soutiennent un projet plus néolibéral centré sur la dérégulation du marché du travail et la réduction des dépenses sociales ainsi que la stabilité monétaire/fiscale. D'un autre côté, l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D), les Verts/Alliance libre européenne (ALE) et le groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL) sont en faveur d'un projet orienté sur la croissance/emploi soutenu par l'investissement public et accompagné par une plus grande dimension sociale.

Lignes territoriales de conflit

Alors que la coalition de gauche menée par S&D a démontré une discipline de parti robuste et a voté pour la résolution, les libéraux et les chrétiens-démocrates se sont divisés en deux sous-groupes. Ces deux sous-groupes sont les délégations du nord et de l'est qui se sont détournés de la ligne officielle

de leur groupe. En détail, 83 % du groupe PPE et 100 % des parlementaires allemands du groupe ALDE, 96 % des parlementaires polonais et hongrois du PPE, 100 % des parlementaires tchèques, danois, estoniens et suédois de l'ALDE et du PPE et 100 % des parlementaires néerlandais et finlandais de l'ALDE ont choisi de ne pas suivre la ligne de leurs groupes.

D'un côté, les délégations libérales et chrétiennes-démocrates du nord ont refusé toute proposition pour de nouveaux instruments financiers (par ex. la garantie pour l'enfant et le système européen garantissant une assurance chômage) ou la révision de la gouvernance socio-économique de l'Europe (par ex., rééquilibrer le semestre européen). D'un autre côté, ceux de l'Europe orientale ont refusé toute suggestion d'une harmonisation des normes (par exemple, un cadre européen pour un salaire minimum) qui pourrait impliquer une augmentation des coûts du travail. En général, à la fois les parlementaires de l'ALDE et du PPE du Nord et de l'est ont cherché à effacer toute référence à la nature « contraignante » du socle européen des droits sociaux en utilisant comme justification de cette position la célèbre formule de Robert Gilpin « Smith abroad, Keynes at home ».

La division entre les libéraux et les conservateurs a envoyé un mauvais signal

La fragmentation interne de l'ALDE et du PPE reflète deux autres tensions significatives identifiées par Maurizio Ferrera. La première est liée au problème de la redistribution institutionnelle transnationale

et la discipline fiscale d'après laquelle les États membres de l'UE sont divisés en deux sous-groupes en conflit : les crédateurs (les pays nordiques, l'Allemagne en prime), et les débiteurs (les pays du Sud). Le second concerne le « système de compétition » à l'intérieur de l'UE entre les États membres de l'UE aux salaires et bien-être élevés (ouest) et les États membres aux salaires et bien-être peu élevés (est).

Les dynamiques du conflit (Gauche contre Droite, pour ou contre l'intégration européenne, Nord contre Sud et Est contre Ouest) qui a émergé dans le débat parlementaire montre la complexité de trouver une voie vers un socle européen des droits sociaux conciliant les politiques économiques et sociales dans l'UE. Les tensions qui ont émergé ont mis la lumière sur les limites du débat actuel sur le socle européen des droits sociaux. Le Parlement européen a largement soutenu le rapport Rodrigues (396 pour, 180 contre et 68 abstentions) sur une série de politiques pouvant faire partie du socle comme la garantie pour l'enfance, la garantie pour la jeunesse, l'extension de la protection sociale pour les travailleurs

atypiques, les indépendants et la directive sur l'équilibre travail/vie privée. Ce mandat fort est le seul domaine concret où un consensus peut être trouvé sur les questions sociales.

“
LE PARLEMENT
SOUTIENT
LE RAPPORT
RODRIGUES SUR LA
GARANTIE ENFANCE
ET JEUNESSE, LA
PROTECTION POUR
LES TRAVAILLEURS
ATYPIQUES, LES
INDÉPENDANTS
ET L'ÉQUILIBRE
TRAVAIL/VIE PRIVÉE.
”



> **AUTEUR**
Patrik Vesan est professeur de sciences politiques à l'Université de la Vallée d'Aoste.



> **AUTEUR**
Francesco Corti est doctorant à l'Université de Milan et est membre du réseau des jeunes chercheurs de la FEPS.